

## LA DEMOCRATIE : UN MODELE EN PERTE DE VITESSE

ALORS QUE nous nous préoccupons toujours de savoir s'il y a une vie après la mort, est-il opportun de se poser une autre question. Y a-t-il une vie après la démocratie ? Et si oui, à quoi ressemblera-t-elle ? Par démocratie, j'entends, non pas l'idéal ou l'objectif auquel on aspire, mais le modèle dans lequel nous vivons actuellement, celui des démocraties libérales occidentales avec toutes les variantes existantes.

Reprenons donc la question : existe-t-il une vie après la démocratie ?

Tenter de répondre à cette question revient souvent à comparer les différents modes de gouvernance pour finalement en arriver, légèrement irrité voire agressif, à défendre le système démocratique. « Déficient, carrément imparfait, mais de loin le meilleur de tous les systèmes », dirons-nous. Et dans la salle, il y aura toujours une voix pour s'insurger : « L'Afghanistan, le Pakistan, l'Arabie Saoudite, la Somalie... c'est cela que vous préféreriez ? »

Bien sur, on peut se demander à juste titre si tous les pays en voie de développement doivent aspirer à l'utopie démocratique, mais laissons cette question de côté. (Pour ma part, je pense que tel devrait être le cas. En effet, la phase idéaliste initiale peut être fort grisante). La question d'une vie après la démocratie s'adresse à ceux qui vivent dans une démocratie ou dans des pays qui se disent démocratiques. Il ne s'agit pas, ici, de proposer d'en revenir à d'anciens modèles totalitaires ou autoritaires tombés dans le discrédit, mais de suggérer que le système de la démocratie représentative – trop de représentation et trop peu de démocratie – nécessite un réajustement structurel.

Il pourrait sembler quelque peu inopportun de critiquer la démocratie face à une audience comprenant des écrivains venant de pays dont la population n'a jamais connu la démocratie ou dont les régimes totalitaires privent leurs populations de leurs droits fondamentaux les plus essentiels. Mais nous savons qu'à l'instar de l'économie mondiale, les systèmes politiques sont eux aussi interdépendants. Bien souvent, ce sont de grandes nations démocratiques qui - se faisant passer pour les gardiens de la morale et pour les sauveurs de l'humanité – soutiennent, financent et renforcent les dictatures militaires et les régimes totalitaires. Nous savons que les guerres d'Irak et d'Afghanistan ont été menées au nom de la Démocratie, guerres qui ont tué des centaines de milliers de personnes et ont réduit en cendre des villes entières sous l'effet des bombardements. Nous savons également que des pays qui se disent démocratiques, sont responsables de l'occupation militaire de nombreuses régions du globe - je pense ici à la Palestine, à l'Irak, à l'Afghanistan et au Cachemire.

La véritable question est donc de savoir ce que nous avons fait à la démocratie ? Qu'en est-il advenu ? Que fera-on lorsqu'on en aura usé et abusé à tel point qu'elle ne sera plus qu'un

concept creux, vide de sens ? Qu'advient-il lorsque chacune de ses institutions aura muté à en devenir dangereuse ? Que va-t-il se passer maintenant que la démocratie et le Marché ont fusionné en un organisme unique, un organisme prédateur, doté d'un esprit limité stimulé presque uniquement par la maximisation du profit ? Est-il possible de faire machine arrière ? La mutation subie est-elle irréversible ?

Aujourd'hui, ce dont nous avons besoin, c'est d'une vision à long terme, il en va du salut de la planète. Les gouvernements sont-ils capables de nous en donner une, eux dont la survie dépend entièrement de profits immédiats, de court terme, générés par l'industrie extractive ? Se pourrait-il que la démocratie, instrument sacré qui apporte une réponse à nos vœux et prières immédiats, gardien de nos libertés individuelles et nourrice de nos rêves cupides porte un coup fatal à l'humanité ? Se pourrait-il que la démocratie nous réussisse si bien justement parce qu'elle reflète l'absurde myopie dont nous faisons preuve ? L'incapacité à vivre entièrement dans le présent (contrairement à la plupart des animaux) mêlée à l'incapacité à voir loin, fait de nous des créatures singulières, ni animal, ni prophète. Notre incroyable intelligence semble avoir pris le pas sur notre instinct de survie. Nous pillons la terre en espérant que l'accumulation de biens matériels nous consolera d'une perte profonde et insondable.

J'ai vécu toute ma vie en Inde – un pays qui se targue d'être la plus grande démocratie de la planète (les qualificatifs « plus importante » ou « plus ancienne » étant déjà pris). Si vous le permettez, tel est l'angle de vue de la critique que je formule ici.

Il y a quelques semaines, le gouvernement indien annonçait son intention de lever des troupes paramilitaires de 26 000 hommes pour lancer une opération militaire contre les « rebelles » maoïstes implantés dans les forêts du centre de l'Inde, riches en minerais et impénétrables. Cela fait plusieurs décennies que l'armée indienne est déployée dans les états du Nagaland, du Manipur, de l'Assam et du Cachemire en lutte pour l'indépendance. Mais, l'annonce par le gouvernement de la militarisation du centre de l'Inde revient à reconnaître officiellement la guerre civile.

L'Opération – terme qui est justement celui que l'on donne actuellement aux guerres – devrait commencer dès le mois d'octobre, à la fin de la mousson, lorsque les rivières ne gronderont plus et que le terrain sera plus accessible. Les peuples qui vivent dans les forêts, y compris les maoïstes, qui se considèrent comme étant en guerre contre l'état indien, sont des populations tribales et les plus pauvres du pays. Ils vivent sur ces terres depuis des siècles, sans écoles, ni hôpitaux, ni routes, ni eau courante. Leur crime ne date pas d'hier, leur crime, c'est de vivre sur des terres riches en minerai de fer, en bauxite, en uranium et en étain, des matières premières très prisées par les grosses sociétés minières, dont Tata, Vendata, Essar et

Sterlite. Le Premier Ministre a déclaré que son gouvernement avait le devoir d'exploiter la richesse minière nationale pour consolider le boom économique de l'Inde. Il a désigné les Maoïstes comme étant « la plus grande menace pour la sécurité intérieure de l'Inde ». La presse utilise couramment des termes comme « supprimer » ou « exterminer pour désigner le sort à réserver aux rebelles. Lorsque les forces de sécurité entreront en action dans les forêts, on se demande bien comment elles feront pour distinguer les Maoïstes, des sympathisants maoïstes et des gens ordinaires.

On notera que l'Inde figure parmi les pays qui se sont opposés à une mesure européenne aux Nations Unies demandant la mise en place d'une enquête internationale sur les crimes de guerre que le gouvernement du Sri Lanka aurait perpétré lors de sa récente offensive contre les Tigres tamouls.<sup>16</sup> Dans cette région du monde, les gouvernements considèrent le plan de Gaza, mis en place par Israël, comme une bonne manière de gérer le « terrorisme ». Cette méthode consiste à tenir les médias à distance et à cerner la région pour perpétrer la tuerie. Cela permet aux gouvernements en question de ne pas avoir à distinguer entre « terroristes » et population civile, au risque de provoquer une légère indignation au sein de la communauté internationale, indignation généralement passagère.

Une guerre civile, qui n'en portait pas le nom, fait rage depuis plusieurs années déjà. Des centaines de milliers de personnes ont vu leur village détruit, leurs stocks alimentaires brûlés. Beaucoup ont migré vers les villes où ils travaillent comme main d'œuvre pour des salaires de misère. Le reste de la population se cache dans les forêts, certains survivent en se nourrissant de plantes et de fruits sauvages, mais beaucoup finissent par mourir de faim.

Mais voilà qu'ont commencé les préparatifs à la vraie guerre, celle où les forces terrestres sont secondées par des hélicoptères de combat et par un système d'orientation par satellite. Les quartiers généraux des régiments s'installent à Raipur, la capitale du Chhattisgarh. La forêt est complètement bouclée. L'accès aux journalistes est limité. Une série de lois a été passée, stipulant que tout acte de dissidence, même pacifique, sera considéré comme un acte criminel. Un grand nombre de personnes a été arrêté et placé sous détention sans possibilité d'être libéré sous caution.

La guerre d'Octobre, si elle devait avoir lieu, si nous n'étions pas capables de l'arrêter, marquerait la convergence, le mariage si vous préférez, de deux sortes de guerre bien distinctes, qui sévissent depuis des dizaines d'années en Inde, d'une part la guerre contre le « terrorisme » que l'armée indienne mène contre les populations du Cachemire, du Nagaland et du Manipur, et d'autre part la guerre pour accaparer et contrôler les ressources naturelles, un processus que l'on qualifie aussi de « Progrès ».

En janvier 2008, le jour du premier anniversaire de l'assassinat du journaliste arménien

Hrant Dink, je tenais une conférence à Istanbul, à laquelle j'avais été conviée. Dink fut assassiné en pleine rue devant son bureau pour avoir osé soulever un sujet tabou en Turquie, celui du génocide arménien de 1915 qui coûta la vie à plus d'un million de personnes. Mon intervention porta sur l'histoire du génocide et sur son déni, ainsi que sur la relation quasi organique existant depuis longtemps entre « Progrès » et génocide.

J'ai toujours été frappée du fait qu'en Turquie, le parti politique responsable du génocide arménien s'appelait le Comité Union et Progrès. Union et Progrès, aujourd'hui appelés Nationalisme et Développement – tels des tours jumelles irréfutables de la démocratie libérale moderne ont une longue histoire commune. A l'heure où les pays européens « progressaient », avançaient vers les « Lumières », s'industrialisaient, concevaient de nouvelles formes de démocraties encore limitées et déclaraient les droits de l'homme pour leurs peuples, ces même pays exterminaient des millions d'êtres humains dans leurs colonies. Ainsi, à l'aube du colonialisme, il fut considéré comme relativement acceptable de massacrer ouvertement des autochtones sous couvert de leur apporter la civilisation. Seulement voilà, avec l'intensification des débats sur les droits civiques et la démocratie, des sujets de plus en plus complexes, une nouvelle forme de morale a vu le jour qui joue un double jeu. Il en découle un phénomène nouveau, le déni de génocide.

De nos jours, lorsque les discours sur le génocide rencontrent le Marché, alors la reconnaissance officielle des génocides – autant que le négationnisme, ou encore plus récemment, la fabrication d'holocaustes et de génocides imaginaires, devient affaire de business multinational. Ni la réalité historique, ni les expertises médico-légales n'y ont leur place, et encore moins la morale. Il s'agit d'un processus agressif de négociations ultrasophistiquées plus aptes à être menées au sein de l'Organisation internationale du commerce qu'à celui des Nations Unies. La géopolitique, le marché fluctuant des ressources naturelles, cette chose étrange appelée « opérations à termes », sans oublier la puissance économique et militaire y servent de monnaie d'échange.

En d'autres termes, il arrive fréquemment que les raisons qui poussent à dénier les génocides soient les mêmes que celles qui poussent à les condamner. On a à faire à un déterminisme économique mêlé de discrimination raciale, ethnique, religieuse et nationale. En clair, cela revient à dire que la hausse ou la baisse du prix du baril de pétrole (ou d'une tonne d'uranium), l'autorisation d'ouvrir une base militaire ou l'ouverture de l'économie d'un pays peuvent être des facteurs déterminants dans la décision d'un gouvernement de reconnaître ou non l'existence d'un génocide, de déclencher ou non un génocide, et éventuellement dans la décision de couvrir ou non l'événement dans les médias et enfin sur la connotation à donner à l'événement. Ainsi, par exemple, la mort de deux millions de Congolais n'a pratiquement pas été couverte par la presse. Pourquoi ? Et qu'en est-il de la

mort d'un million d'Iraqiens pendant l'embargo qui a précédé l'invasion américaine en 2003 ? Doit-on qualifier cet acte de *génocide* (comme l'a fait Denis Halliday, alors coordinateur de l'aide humanitaire en Irak pour les Nations Unies) ou doit-on estimer que « le jeu en valait la chandelle », comme l'a déclaré Madeleine Albright, ambassadrice américaine aux Nations Unies ? La réponse sera fonction de la personne qui fixe les règles du jeu. S'agit-il du président des Etats-Unis ? Ou de la mère irakienne qui vient de perdre son enfant ?

L'histoire des génocides nous enseigne que ce phénomène n'est pas une aberration, une anomalie, un défaut du genre humain. C'est une coutume aussi ancienne et persistante que d'autres aspects de la condition humaine tels que l'amour, l'art et l'agriculture. La plupart des massacres à caractère génocidaire, perpétrés depuis le quinzième siècle en Europe, répondent à cette quête du fameux *Lebensraum*, l'espace vital, selon l'expression du géographe et zoologue allemand, Friedrich Ratzel. Il employa cette expression pour décrire ce qui selon lui correspondait à un instinct naturel des espèces humaines dominantes, consistant à agrandir leur territoire, non pas tant pour disposer d'un espace plus grand que pour assurer la survie de l'espèce. La notion de *Lebensraum* fut définie en termes précis en 1901 dans une Europe qui avait commencé à appliquer le concept quatre siècles auparavant, à l'heure où Christophe Colomb accostait en Amérique.

Sven Lindqvist, l'auteur de *Exterminez toutes ces brutes*, affirme que c'est la quête d'espace vital pratiquée par Hitler, dans un monde qui avait déjà été morcelé par d'autres pays européens, qui conduisit les Nazis à traverser l'Europe de l'Est et à avancer vers la Russie. Les Juifs d'Europe de l'Est et de Russie occidentale entravaient les ambitions coloniales d'Hitler. Il fallait donc les asservir ou les liquider, comme cela fut fait avec les peuples autochtones d'Afrique, d'Amérique ou d'Asie. Selon Lindqvist, la déshumanisation raciste commise par les nazis envers les juifs ne peut par conséquent être considérée comme une perversité portée à son paroxysme. Une fois de plus, cet acte résulte d'un cocktail désormais connu, celui du déterminisme économique sur fond de racisme séculaire – en totale adéquation avec la tradition européenne de l'époque.

Cette grille de lecture de l'histoire justifie certaines interrogations quant à un pays comme l'Inde ; on peut en effet se demander si l'Inde, actuellement au seuil du « Progrès », se trouve au seuil du génocide. Se pourrait-il que cette Inde célébrée dans le monde entier comme un miracle du progrès et de la démocratie soit actuellement en passe de s'auto coloniser et soit sur le point de commettre un génocide ? Cette hypothèse peut paraître bizarre et l'utilisation du mot génocide, à l'heure d'aujourd'hui, peut sembler entièrement injustifiée. Pourtant, à examiner l'avenir, et si les Tsars du Développement croient en leur

propre publicité, si ils croient qu'il n'existe pas d'alternative au modèle qu'ils ont choisi pour obtenir le Progrès, alors il leur faudra tuer, tuer en masse, pour obtenir gain de cause.

L'examen de la carte géographique de l'Inde montre que les forêts, les richesses en minerais et les régions habitées par les Adivasi se superposent. Du coup, ceux que l'on appelait les pauvres sont en fait très riches. Alors que le monde des entreprises globalisées renforce son emprise sur nos vies et notre imaginaire, les bénéficiaires se sont unis et se sont retirés dans un autre univers. De là, ils jettent un regard vers le bas, vers les forêts et les vallées fluviales où vivent les pauvres et n'y voient que des êtres superflus assis sur de précieuses ressources naturelles. Ils sont perplexes. Ils se demandent avec étonnement : Que fait *notre* eau dans leur rivière ? Que fait *notre* bauxite dans leurs montagnes ? Que fait *notre* minerai de fer dans leurs forêts ? Les nazis avaient inventé un terme pour désigner les êtres superflus – ils les appelaient *überzähligen Esser*, les bouches en trop.

Après avoir soigneusement observé le conflit qui opposait les indiens d'Amérique aux colons européens en Amérique du Nord, Friedrich Ratzel déclarait que « la lutte pour l'espace vital est une lutte visant à annihiler l'autre. Annihilation ne signifie pas nécessairement exterminer physiquement un peuple en le matraquant, le battant, le brûlant, le passant à la baïonnette, le gazant, le bombardant ou le tuant par balles. (A quelques rares exceptions près, et notamment lorsqu'ils essaient de se défendre, car alors, ils deviennent des Terroristes.) Vue sous l'angle historique, la forme de génocide la plus efficace consiste à déplacer des populations, à les rassembler et à les priver de la possibilité de s'approvisionner en eau et en nourriture. Dans ces conditions, les populations meurent sans utilisation apparente de la violence, et qui plus est, souvent en un plus grand nombre. Ce fut le cas des Héréros, ce peuple du sud ouest africain qui fut exterminé en octobre 1904 par le général allemand Adolf Lebrecht von Trotha. « Les nazis ont obligé les Juifs à coudre une étoile jaune sur leur manteau et les ont parqué dans des « réserves » écrit Sven Lindqvist, « sort qu'avaient déjà connu les Indiens, les Héréros, les Bushmen, les Amandebele et toutes les autres victimes de ce genre de système. Privés de nourriture, ils moururent de faim. » Selon Amartya Sen, il est fort peu probable que, dans une démocratie, la population ait à subir la famine. On parlait de la « grande famine chinoise », on parle maintenant de la « grande malnutrition indienne ». L'Inde compte en effet à elle seule cinquante sept millions d'enfants atteints de malnutrition, soit un tiers des cas de sous-alimentation infantile mondiale.

Au Dantewara, un district du Chhattisgarh dont le sol contient le meilleur minerai de fer au monde, 644 villages ont été évacués. 50 000 personnes ont été déplacées vers des camps militaires insalubres, les plus jeunes ont été armés et entraînés pour former la terrible milice civile, la Salwa Judum. Personne, pas même le gouvernement n'est en mesure de dire où se trouve et comment survit le reste de la population, soit 300 000 personnes. La police qualifie

ceux qui vivent hors des camps de Maoïstes ou de sympathisants maoïstes, ce qui en fait les cibles choisies pour ces meurtres arbitraires propre à l'Inde. Les forces de sécurité sont déployées et attendent la fin de la saison des pluies.

Mais les dépêches quasi-quotidiennes nous montrent que les massacres, la mort et le viol, corollaire inévitable des conflits armés, sont déjà une réalité.

Pour remettre dans le contexte ce qui se passe actuellement en Inde, j'aimerais vous ramener vingt ans en arrière, à cette année 1989. En cette fin d'année 1989, nous avons été nombreux de par le monde à regarder sur nos écrans l'heureux événement de la chute du mur de Berlin et de la réunification du pays. Nous savions alors que les coups de marteau qui avaient détruits le mur étaient le contrecoup d'une autre guerre, celle qui s'est déroulée dans les montagnes escarpées d'Afghanistan, lorsque le capitalisme a gagné le Jihad, la longue guerre sainte contre le communisme soviétique. (Bien sur, l'histoire ne s'est pas arrêtée là, elle a repris son cours. Se pourrait-il d'ailleurs que ces mêmes montagnes soient maintenant engagées dans un processus visant à anéantir le capitalisme ? Il est trop tôt pour s'avancer.) En l'espace des quelques mois qui ont vu la faillite de l'Union soviétique et la chute du mur de Berlin, le gouvernement indien, autrefois leader du mouvement des non-alignés, a réalisé une volte-face ultrarapide pour s'aligner entièrement sur les Etats-Unis, monarque régnant sur ce nouveau monde unipolaire.

Du jour au lendemain, les règles du jeu ont complètement changé. Des millions de personnes vivant dans des villages reculés ou au fin fond de forêts intactes et qui n'avaient jamais entendu parler de Berlin ou de l'Union soviétique, ne pouvaient imaginer l'impact que des événements aussi éloignés auraient sur leur vie. Le processus d'expropriation et de déplacement des populations avait déjà commencé au début des années 1950. A cette époque, l'Inde optait en effet pour un modèle de développement de type soviétique, dans lequel l'industrie métallurgique et l'exploitation de grands barrages constituaient le moteur de l'économie. Ce processus s'est rapidement amplifié à l'ère des privatisations et des ajustements structurels.

Désormais, les termes de « Progrès » et de « Développement » sont devenus interchangeables avec ceux de « réformes » économiques, dérégulation et privatisation. La « liberté » est devenue synonyme de « choix ». Et il ne s'agit plus d'une référence à une qualité humaine mais bien davantage d'une référence à une abondance de marques de déodorants.

Le « Marché » n'est plus synonyme de cet espace où l'on se rend pour faire ses courses. Le « Marché » est un espace déterritorialisé où des sociétés dépourvues d'identité font des

affaires, vendent et achètent « à termes ». La « justice » est devenue synonyme de « droits de l'homme » (qui suffisent à petite dose, à en croire certains). La nouvelle donne a réussi là sa plus brillante victoire stratégique, elle a en effet réussi à dévaliser le langage grâce à une technique visant à usurper le sens des mots, à les utiliser ensuite comme des armes, à les utiliser pour voiler le contenu et leur faire dire le contraire de qu'ils ont toujours voulu dire. Elle a permis aux tsars de la nouvelle donne de marginaliser ses détracteurs, de les priver d'un langage qui leur permette de donner corps à leur critique, enfin, elle leur a permis de les traiter de négativistes de la pire espèce, et d'être contre le progrès, le développement, les réformes et aussi la nation. Et le jour où vous leur parlerez de sauvegarde des rivières ou de protection des forêts, vous les entendrez vous demander : « Ne croyez-vous pas au Progrès ? A ceux dont les terres ont été immergées par la construction des barrages et dont les maisons ont été rasées par les bulldozers, ils diront : « Avez-vous un autre modèle de développement à proposer ? » A ceux qui pensent qu'il est du devoir du gouvernement de garantir à la population l'accès à l'éducation de base, aux soins et à la sécurité sociale, ils diront : « Vous êtes contre le Marché », sous-entendu « il n'y a que les imbéciles pour s'opposer au Marché ».

Nous, écrivains, consacrons notre vie à tenter de réduire la distance entre réflexion et expression, de donner forme à nos réflexions personnelles les plus enfouies. Ce nouveau langage du Développement s'applique à faire le contraire. Sa fonction est de tromper et de cacher son jeu.

Le dévoiement du langage signifierait-il notre perte ?

En Inde, les deux décennies d'un tel Progrès ont créé une importante classe moyenne abruti par cette soudaine richesse et le respect qui l'accompagne ainsi qu'une classe défavorisée et désespérée encore plus importante. Des dizaines de millions de personnes ont déjà été expropriées et déplacées en raison des inondations, des sécheresses et de la désertification dues à des mesures écologiques prises à tort et à travers, telles que la réalisation de gigantesques projets d'infrastructure, la construction de barrages, l'exploitation minière et la création de Zones Economiques Spéciales. Ces projets, tous réalisés au nom des pauvres sont en réalité destinés à répondre à la demande toujours plus importante de la nouvelle aristocratie.

La lutte pour la terre est au centre du débat sur le « Développement » de l'Inde. Monsieur P. Chidambaram, avant d'accéder au poste de ministre des finances de l'Inde, fut l'avocat d'Enron, société réputée sans scrupule, et fut membre du Comité directeur de Vedanta, l'une des plus grandes multinationales minières au monde qui ravage actuellement les montagnes de Niyamgiri dans l'Orissa. L'évolution de sa carrière nous renseigne peut-être sur sa vision du monde. A moins que ce ne soit l'inverse. Dans une interview donnée il y a un an, M.



Chidambaram affirma que son objectif pour l'Inde était d'atteindre un taux de population urbaine de 85% <sup>1</sup>. La réalisation de cet objectif nécessiterait une réorganisation sociale de grande ampleur. Pour y parvenir, il faudrait alors inciter ou forcer environ *cinq cent millions* de personnes à l'exode rural. Le processus est enclenché et transforme à grand pas l'Inde en un état policier. L'état oblige les réfractaires à abandonner leurs terres sous le coup de la menace. Doit-on y voir une explication à la facilité déconcertante avec laquelle P.

Chidambaram est passé du poste de ministre des finances à celui de ministre de l'Intérieur, responsable des forces de l'ordre qui encerclent actuellement les forêts du centre de l'Inde ? Les deux portefeuilles ne sont séparés que par une simple membrane, une membrane osmotique. Cette vision cauchemardesque cache le dessin de s'accaparer de vastes pans du territoire indien et de toutes ses ressources naturelles pour permettre aux entreprises de les piller librement.

Les forêts, les montagnes et les systèmes fluviaux sont ravagés par les multinationales prédatrices soutenues par un Etat qui a perdu ses attaches et qui perpétue, ce qui ne peut que s'appeler un « écocide ». Dans les régions Est de l'Inde, la bauxite et le minerai de fer détruisent des écosystèmes entiers, transformant des terres fertiles en régions désertiques. En Himalaya, il est prévu de construire des centaines de hauts barrages dont les conséquences ne pourront qu'être catastrophiques. Dans les vallées, la construction de digues le long des fleuves pour contrôler les crues a entraîné le rehaussement de leur lit, ce qui a entraîné encore plus de crues, des engorgements, la salinisation accrue des terres arables et la destruction des moyens de subsistance de millions de personnes. La plupart des fleuves sacrés de l'Inde, y compris le Gange et le Yamuna, se sont transformés en conduits d'eau fétides charriant plus généralement les eaux usées et les eaux industrielles que des eaux fluviales. Il est rare qu'un fleuve suive son lit et atteigne l'océan.

Au lieu d'utiliser des semences durables adaptées aux conditions locales du sol et au microclimat, on utilise des semences hybrides et OGM, à forte demande en eau et qui constituent des cultures de rente. Ces cultures de rente dépendent entièrement des fluctuations du marché et requièrent l'utilisation d'engrais chimiques, de pesticides, de procédés d'irrigation par canal et de l'utilisation abusive des eaux souterraines. La surexploitation des terres, saturées en produits chimiques et de plus en plus appauvries et stériles, entraîne la hausse du prix des intrants agricoles et l'endettement des petits agriculteurs. En Inde, on a assisté ces dernières années au suicide de plus de 180 000 agriculteurs. Il sévit en Inde un taux de famine et de malnutrition, proche de celui enregistré en Afrique subsaharienne, alors que les greniers à grains de l'état sont pleins et que leur contenu pourrit.

Comme pour illustrer le lien entre l'Union et le Progrès, en 1989, au moment exact où le gouvernement du Congrès procédait à l'ouverture des marchés indiens, le parti politique de droite, le Bharatiya Janata Party (BJP) alors dans l'opposition a commencé sa campagne virulente de nationalisme hindou (couramment appelé « Hindutva »). Le projet Hindutva est surtout à mettre sur le compte du Rashtriya Swayamsevak (RSS) qui est le cerveau idéologique, le groupe auquel le BJP appartient. Le RSS a été fondé en 1925. Dès les années 30, son fondateur, le docteur K. B. Hedgewar, un admirateur de Benito Mussolini avait commencé à modeler ce projet en s'inspirant ouvertement de l'idéologie fasciste italienne. Hitler aussi fut et resta un modèle d'inspiration. Nous citerons ci-après des extraits de la bible de la RSS intitulée *Nous, ou Notre nation telle qu'elle se définit* et écrite par M. S. Golwalker, successeur du Dr. Hedgewar à la tête du RSS à partir de 1940 :

« Tous les jours depuis ce jour maudit où les musulmans sont arrivés en Hindustan et jusqu'au moment présent, la nation hindoue a combattu bravement ses spoliateurs. L'esprit de la race s'est éveillé. »

Ou :

« Pour maintenir la pureté de sa race et de sa culture, l'Allemagne a choqué le monde en supprimant du pays les races sémites – les Juifs. La fierté de la race a atteint son apogée... un bon exemple pour nous, en Hindustan, dont nous pourrions profiter. »

Aujourd'hui le RSS a plus de quarante cinq milles *shakhas* (filiales) et une armée de plusieurs millions de *swayamsevaks* (volontaires) prêchant sa doctrine à travers l'Inde. Parmi eux, on compte l'ancien premier ministre indien, Atal Bihari Vajpayee, l'ancien ministre de l'intérieur et actuel chef de l'opposition, L. K. Advani, ainsi que Narendra Modi, élu à trois reprises chef du gouvernement du Gujarat. Dans le rang des sympathisants, on dénombre également de hautes personnalités issues du monde des médias, de la police, de l'armée, des services secrets et des secteurs judiciaires et administratifs.

En 1990, le chef du BJP, L.K. Advani, a voyagé à travers l'Inde en tenant un discours de haine contre les musulmans ; il a revendiqué la destruction de la mosquée historique de Babur (Babri Masjid), érigée au 16<sup>ème</sup> siècle à Ayodhya, sur un site faisant l'objet d'un litige, pour la remplacer par un temple Rama. En 1992, la foule menée par Advani a détruit la mosquée. En 1993, en début d'année, une foule s'est abattue sur Mumbai, a attaqué les musulmans et en a

tué près d'un millier. En signe de représailles, une série d'attentats à la bombe a dévasté la ville et fait près de 250 morts. Tirant profit de la frénésie qu'il avait déclenchée au sein de la communauté, le BJP a battu le parti du Congrès en 1998 et est arrivé au pouvoir au Centre.

Ce n'est pas un hasard si la montée en puissance de l'Hindutva s'est produite à un moment crucial de l'histoire, à l'heure où les Etats-Unis ont abandonné leur plus grand ennemi, le communisme, au profit de l'Islam. Les Moudjahiddines radicaux islamistes que le président Reagan avait reçu une fois à la Maison blanche et comparé aux Pères fondateurs de l'Amérique, furent subitement qualifiés de terroristes. Il n'est pas surprenant que ce changement d'attitude ait entraîné en 1990 le déclenchement de la première du Golf. Le gouvernement indien, jadis fervent sympathisant de la cause palestinienne, est devenu « l'allié tout trouvé » d'Israël. L'Inde et Israël mènent désormais des opérations militaires conjointes, échangent des informations entre services secrets et leur expérience sur la meilleure manière de gérer les territoires occupés.

Inutile de préciser que lorsque le BJP est arrivé au pouvoir, il a adhéré à l'économie libérale.

Dans les premières semaines qui ont suivi son arrivée au pouvoir, le BJP a mené une série de tests thermonucléaires. La déferlante de nationalisme triomphant, né de l'accueil réservé par la population aux tests, a introduit dans l'opinion publique un nouveau langage, effrayant d'agressivité et de haine. En février 2002, après la mort de 58 pèlerins hindous brûlés vifs dans l'incendie d'un train rentrant d'Ayodhya, le gouvernement BJP de Gujarat, mené par Narendra Modi, a orchestré un génocide soigneusement planifié contre les musulmans de cet état. La phobie de l'Islam déclenchée à travers le monde par les attentats du 11 septembre 2001 a apporté de l'eau à leur moulin. L'appareil d'état du Gujarat a assisté avec indifférence au massacre de plus de deux milles personnes et au refoulement de 150 000 musulmans. Ce fut un massacre génocidaire. Bien que le nombre de victimes fut insignifiant comparé aux horreurs qui se sont déroulées par exemple au Rwanda ou au Congo, le carnage de Gujarat a été orchestré comme un spectacle à grand public aux objectifs clairs. Le gouvernement de la démocratie la plus en vogue actuellement voulait ainsi lancer un avertissement à la population musulmane. Jusqu'à cette date, les musulmans du Gujarat vivent toujours dans des ghettos, sont victimes d'un boycott social et économique et ne seront pas défendus de sitôt.

Après le carnage, Narendra Modi a pressé son état d'organiser des élections anticipées. Il a été réélu avec toute la confiance de la population du Gujarat. Il a réitéré son succès cinq ans après et en est désormais à son troisième mandat en tant que ministre gouverneur.

En janvier 2009, lors d'une cérémonie publique, les PDG des deux plus grosses

entreprises indiennes, Ratan Tata (du groupe Tata) et Mukesh Ambani (de Reliance Industries) ont loué les politiques de développement mises en place par Narendra Modi et lui ont exprimé leur soutien pour sa candidature au poste de premier ministre. Ils ont ainsi sellé le lien organique entre l'Union et le Progrès – ou si vous préférez entre le Fascisme et l'Economie libérale.

En Inde, les élections législatives de 2009 viennent de se terminer – des élections qui ont coûté presque deux milliards de dollars. Cela représente une somme beaucoup plus importante que celle affectée au budget des élections américaines. Les médias avancent que la somme réelle s'approche plus des 10 milliards de dollars. Il serait légitime de se demander d'où vient une telle somme ?

Le Congrès et les Alliés, l'Alliance Progressiste Unie (UPA) ont gagné les élections avec une majorité confortable. Il est intéressant de noter que plus de 90% des candidats indépendants ont perdu les élections. Cela montre bien qu'il est difficile de gagner les élections sans aucun soutien. D'autant que les candidats indépendants ne peuvent pas promettre aux électeurs du riz subventionné, des téléviseurs gratuits ou de l'argent contre leur bulletin de vote ou tout autre acte avilissant de charité grossière auxquels les élections se sont réduites.

Au regard des calculs sur lesquels les résultats électoraux se basent, les termes « majorité » et « confortable » sont trompeurs et impropres. Ainsi, la proportion des votes enregistrés par l'UPA à ces élections a atteint seulement 10,3% de la population totale du pays ! Il est intéressant de voir combien les modes de calcul de la démocratie électorale peuvent permettre à une si petite minorité d'obtenir un mandat si important.<sup>14</sup>

Pendant la campagne, il régnait un consensus sur les réformes économiques entre tous les partis en liste. Nombreux sont ceux qui ont insinué avec sarcasme que le parti du Congrès et le BJP auraient formé une coalition.<sup>15</sup> Dans certains états, c'est chose faite. A Chhattisgarh, par exemple, le BJP est à la tête du gouvernement et les dirigeants du parti du Congrès sont à la tête du Salwa Judum, cette milice « populaire » qui viole, tue et pille à son gré. A Chhattisgarh, nous assistons donc à un spectacle unique en son genre, celui de l'alliance des deux plus grands partis indiens contre les Adivasis du Dantewada, la population la plus pauvre et la plus vulnérable du pays.

Réconfortées par la collaboration « constructive » et le consensus régnant entre les partis, les plus grosses entreprises indiennes ont été les premières à se féliciter du résultat des dernières élections législatives. Elles semblent avoir compris que l'exercice d'un mandat

démocratique permet, mieux que tout autre système, de légitimer la mise à sac qu'elles pratiquent. Beaucoup de sociétés réalisent d'étonnantes campagnes publicitaires télévisées, n'hésitant pas, pour certaines d'entre elles à s'attacher la participation de stars du cinéma bollywoodien, pour encourager la population, jeunes et vieux, riches et pauvres à se rendre aux urnes. Vous savez comment ça marche : les chinois font campagne pour le sport et ils obtiennent les Jeux Olympiques ; l'Inde fait campagne pour la Démocratie et nous obtenons des élections. Il s'agit là de deux shows grand public hautement médiatiques et largement sponsorisés.

~

Pour le meilleur ou pour le pire, les élections législatives de 2009 en Inde semblent avoir assis le projet du « Progrès ». Il serait néanmoins faux de penser que le projet de l'Union a perdu de sa popularité.

Pendant la campagne électorale de 2009, le nouveau candidat du BJP, l'ignoble Varun Gandhi (un autre descendant de la dynastie Nehru) a prôné la stérilisation forcée des musulmans. A côté de lui, même un Narendra Modi paraît modéré et réservé. « Ce sera connu comme un bastion hindou où aucun musulman \*\*\*\*\* n'osera se pointer » déclara-t-il en utilisant un mot péjoratif pour désigner une personne circoncise. « Je ne veux recevoir aucun vote musulman. »

Varun Gandhi a gagné les élections haut la main. On en vient à se demander si la majorité a vraiment toujours raison.

Au lieu de fonctionner selon le système d'équilibre des pouvoirs (check and balances), les pilier institutionnels de la démocratie indienne - la justice, la police, la presse « libre » et bien sur les élections – font souvent l'inverse. Les tribunaux se sont révélés servir presque entièrement les intérêts des entreprises. Les médias, en revanche tirent plus de 90% de leurs revenus des campagnes publicitaires vendues aux entreprises. Globalement, ces institutions se protègent mutuellement pour promouvoir les intérêts plus vastes de l'Union et du Progrès. Ce faisant, elles créent une telle confusion et une telle cacophonie que les voix qui s'élèvent pour alerter l'opinion résonnent dans le vide. Et cela crée une image, celle d'une démocratie quelque peu chaotique, à la fois tolérante, complexe et multicolore. Certes, le chaos est réel, mais le consensus l'est aussi.

~

A propos de consensus, le cas du Cachemire ne cesse de nous interpellier. Il s'agit d'un problème épineux. Il concerne les différentes parties de l'establishment, dont les médias, l'administration publique, l'élite intellectuelle et même Bollywood. Ce serait trop long de

retracer ici l'histoire de ce conflit, une tragédie sans fin. Pourtant, omettre de mentionner le Cachemire en parlant de l'Inde serait impardonnable et je ne peux m'y résoudre.

Au Cachemire, la lutte indépendantiste date de 1947, le conflit armé de 1989, d'il y a 20 ans seulement. Il a coûté la vie à près de 70 000 personnes. Des dizaines de milliers de personnes ont été torturées, des milliers de personnes ont été portées « disparues », des femmes ont été violées et des milliers se sont retrouvées veuves. Plus d'un demi million de soldats indiens patrouillent dans la vallée du Cachemire, ce qui en fait la plus grande zone militarisée du monde. (En comparaison, les troupes américaines déployées en Irak ont atteint 165 000 soldats d'active au plus fort de l'occupation.) L'armée indienne affirme désormais avoir en grande partie anéanti le mouvement indépendantiste du Cachemire. Admettons, mais une domination militaire est-elle synonyme de victoire ?

Le problème du Cachemire, c'est d'être situé sur une ligne de fracture, dans une région infestée d'armes et glissant progressivement vers le chaos. La lutte indépendantiste est prise dans le tourbillon de plusieurs idéologies dangereuses et conflictuelles – le nationalisme indien (économique aussi bien qu' « hindou » à tendance impérialiste), le nationalisme pakistanais (ployant sous le poids de ses propres contradictions), l'impérialisme américain (rendu impatient par une économie déclinante) et la résurgence du mouvement taliban, islamiste et féodal (mouvement qui, considéré comme résistant à l'occupation étrangère, gagne rapidement en légitimité et ce malgré une brutalité barbare). Toutes ces idéologies sont capables d'une cruauté pouvant aller du génocide à la guerre nucléaire. Ajoutez-y les ambitions impériales de la Chine, l'attitude agressive de la nouvelle Russie, les énormes réserves de gaz naturel de la région caspienne et les rumeurs persistantes quant aux réserves de gaz naturel, de pétrole et d'uranium au Cachemire et au Ladakh, et vous aurez tous les ingrédients d'une nouvelle guerre froide (qui, comme la précédente, est froide pour certains et chaude pour d'autres).

Le Cachemire est appelé à devenir le chenal qui charriera vers l'Inde, les conflits ravageants actuellement l'Afghanistan et le Pakistan. Au sein du groupe des 150 millions de musulmans, qui ont été maltraités, humiliés et marginalisés, la jeunesse en colère constitue une véritable poudrière. Les séries d'actes terroristes qui ont culminé avec les attentats de Mumbai en 2008 en témoignent.

Les solutions provisoires, prises précipitamment et trouvées par les forces des armes pour résoudre le conflit du Cachemire ont amplifié le problème et enraciné le mal qui l'anéantit.

~

Peut-être que l'histoire du glacier de Siachem, ce champ de bataille le plus élevé du monde, est la meilleure métaphore pour illustrer la folie ambiante. Des milliers de soldats indiens et pakistanais y ont été déployés, soumis à des vents glacés et des températures atteignant moins 40° Celsius. Des centaines de soldats ont péri, la plupart sont morts de froid, victime de gelures et d'érythèmes. Le glacier est devenu une poubelle jonchée des débris de la guerre, de milliers de cartouches vides, de barils de pétrole vides, de piolets, de vieilles bottes, de tentes et autres déchets abandonnés par des milliers d'êtres humains en guerre. Les déchets restent intacts et parfaitement conservés en raison des températures glaciales et s'érigent en monument dédié à la folie humaine. Alors que les gouvernements indiens et pakistanais dépensent des milliards de dollars en armes et en matériel logistique adaptés aux hautes altitudes, le champ de bataille fond peu à peu. Sa taille a réduit de moitié, sa fonte ne résulte pas tant de l'impasse militaire que de l'action de personnes, forts éloignées, qui à l'autre bout du monde ont la belle vie. Il existe des gens bien qui croient à la paix, à la liberté d'expression et aux droits de l'homme. Ils vivent dans des démocraties florissantes, dont les gouvernements siègent au Conseil de sécurité des Nations Unies et dont les économies dépendent étroitement de l'exportation de la guerre et de la vente d'armes à des pays tels que l'Inde et le Pakistan (sans oublier le Rwanda, le Soudan, la Somalie, la République du Congo, l'Iraq, l'Afghanistan... la liste est longue). La fonte des glaciers provoquera des crues violentes dans les sous-continentes et s'accompagnera peut-être d'importantes sécheresses qui auront un impact sur la vie de millions de personnes.<sup>25</sup> Cela nous donnera de nouvelles raisons de nous battre et nous aurons besoin d'encore plus d'armes. Il s'agit peut-être de l'expression d'une confiance des consommateurs d'un genre nouveau qui permettra au monde de surmonter la récession actuelle, allez savoir ! Dans les démocraties florissantes, la vie s'en améliorerait d'autant, ce qui accélérerait davantage la fonte des glaciers.

~

Pendant la conférence que je tenais à Istanbul, dans un auditorium universitaire bondé, devant un public tendu (tendu à cause des mots *unité*, *progrès*, *génocide* et *Arménien* qui ont tendance à soulever la colère des autorités turques, lorsqu'ils se suivent de trop près dans un discours), Rakel Dink, la veuve de Hrant Dink, qui était assise au premier rang, pleura, je l'ai vu, pendant toute la commémoration. A la fin de mon intervention, elle se leva, me donna une accolade en prononçant ces mots : « Nous continuons à espérer. Mais pourquoi faire ? »

Elle a dit « Nous » et non « Vous ».

Les mots du poète Urdu, Faiz Ahmed Faiz, chanté de façon poignante par Abida Parveen,

me reviennent à l'esprit :

*nahin nigah main manzil to justaju hi sahi*

*nahin wisaal mayassar to arzu hi sahi*

Traduits, cela donnerait à peu près ceci:

Si les rêves sont contrariés, alors la nostalgie doit leur céder le pas

Et si les retrouvailles sont impossibles, alors le désir doit leur céder le pas

FIN

Arundhati Roy